

ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2023



Halte à l'immigration incontrôlée 3

Un changement de cap dans la politique d'asile est indispensable.



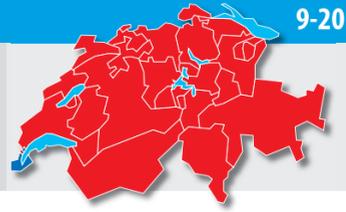
Stop aux dérives des activistes 7

La gauche veut nous rééduquer en limitant nos pensées, nos paroles et le contenu de nos repas.



Canton de Genève 9-20

Tout ce que vous devez savoir sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats.



NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Quelle Suisse voulons-nous ? Quelle Suisse ne voulons-nous pas ?

C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Vous avez le choix.

Voulons-nous nous contenter d'observer l'arrivée de quelque 80'000 personnes supplémentaires chaque année dans notre petite Suisse ? Voulons-nous une Suisse bétonnée de 10 millions d'habitants ? Ou voulons-nous à nouveau décider nous-mêmes qui vient dans notre pays et qui ne vient pas ? La situation ne peut continuer ainsi, sinon notre belle Suisse va s'effondrer. La Confédération à elle seule prévoit cette année

plus de 4 milliards de francs de dépenses pour l'asile. Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an ! A cela s'ajoutent les coûts dans les cantons pour les logements, la caisse maladie, l'aide sociale, l'exécution des peines, etc. Ces requérants d'asile, jeunes et pour la plupart, originaires d'Afrique et de pays arabes, vivent aux frais de la population active. Est-ce bien là ce que nous voulons ? Et pourtant, de

nombreux Suisses ne peuvent plus payer leurs primes d'assurance maladie ni leurs loyers. Activistes climatiques, folie du genre, culture de l'interdit de la gauche rose-verte : des minorités radicales veulent nous dicter comment nous devons vivre, si nous pouvons encore manger de la viande, où nous passerons nos vacances ... Ces minorités veulent nous interdire de conduire et bannir les panneaux de si-

gnalisation routière jugés « trop masculins ». Elles tentent d'influencer les enfants et les écoliers avec leurs idéologies moralisantes. Pourtant, près d'un quart des jeunes en fin de scolarité ne savent plus lire, écrire et calculer correctement. Quelle Suisse voulons-nous ? Immigration démesurée, chaos de l'asile, crise énergétique, hausse massive des prix et diminution du pouvoir d'achat, pénurie de logements, pro-

blèmes dans les écoles, violence croissante dans les rues ... Ou une Suisse dans laquelle les femmes, les enfants et les jeunes peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, dans laquelle le travail est rémunéré, dans laquelle les profiteurs de l'asile et les criminels doivent quitter le pays ?

En tant que parti du peuple, notre choix est clair : nous nous engageons pour un avenir sûr et libre.



Candidate au Conseil des États

Céline Amaudruz

Pour un avenir sûr et libre !

Liste 28 UDC



Marielle Gallay, mère de deux enfants, indépendante dans l'immobilier, Aubonne

« Je suis maman de deux enfants et je souhaite qu'ils puissent profiter d'une école qui se charge de transmettre un savoir, une base chrétienne et un environnement sécurisé pour mes enfants dans leur propre pays. J'aimerais qu'ils grandissent dans une Suisse fière de ce qu'elle est. C'est pourquoi je vote UDC ! »

Voilà pourquoi je vote UDC le 22 octobre



Un choix décisif, pour un avenir sûr et libre

Il faut absolument éviter tout nouveau virage à gauche le 22 octobre. Sinon, notre beau pays s'effondrera. Si l'UDC gagne, la Suisse gagne.



Par **Marcel Dettling**, conseiller national, agriculteur, Oberberg (SZ)

tant que premier parti du pays, ne parvient pas à stopper la politique désastreuse de la gauche rose-verte. L'explication est simple : nous avons certes le plus grand groupe parlementaire au parlement, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que les autres partis, de la gauche jusqu'au centre, sont de mèche. C'est pourquoi il est crucial de créer de nouvelles majorités.

Le 22 octobre, allez voter, pour un avenir sûr et libre.



Afin que la Suisse reste la Suisse, votez et faites voter UDC.

Quelle direction prendra la Suisse ces prochaines années ? Voulons-nous une Suisse de l'interdit, avec toujours plus de prescriptions, de mise sous tutelle et de rééducation forcée ? Voulons-nous des impôts toujours plus élevés et moins d'argent pour vivre ? Voulons-nous encore plus d'activistes climatiques de mains collées dans les rues et de folie du genre dans nos écoles ? Voulons-nous continuer à avoir une immigration sans frein, un chaos total en matière d'asile et une Suisse à 10 millions d'habitants ? Tout cela – et bien plus encore – se produira si la gauche rose-verte remporte à nouveau les élections cet automne.

Il n'y a qu'une alternative à ce scénario catastrophe : l'UDC doit être renforcée. Des citoyens inquiets me demandent parfois pourquoi l'UDC, en

Ce qui menace en cas de victoire de la gauche rose-verte

Un chaos sans fin en matière d'asile

Des frontières ouvertes sans contrôle, encore plus de profiteurs de l'asile et des coûts supplémentaires de plusieurs milliards : voilà ce qui nous attend en cas de victoire de la gauche. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider veut même faire venir des demandeurs d'asile directement en Suisse par avion. Son parti, le PS, demande que les migrants du monde entier puissent être accueillis indépendamment de leur statut d'asile, avec un accès sans condition à tout notre Etat social.

Délires prohibitionnistes climatiques

La politique climatique de la gauche rose-verte est un désastre : nous manquons d'électricité et les prix de l'énergie explosent. L'UDC a réussi à faire échouer la coûteuse et inutile loi sur le CO², mais les partisans de cette dernière sont arrivés à leurs fins en promettant qu'il n'y aurait pas d'interdictions ni de nouvelles taxes avec la nouvelle loi sur le gaspillage de l'électricité (loi sur le climat). Le dimanche même de la votation, le co-président du PS Cédric Wermuth et le président des Verts Balthasar Glättli ont laissé tomber les masques et ont immédiatement annoncé qu'il fallait se diriger vers de nouvelles interdictions et prescriptions.

Le bradage de la patrie

Si la gauche rose-verte gagne, elle conduira la Suisse dans l'UE et dans l'OTAN. Son but est d'abolir la neutralité et de livrer des armes et des munitions suisses dans des régions en guerre, mettant ainsi en danger notre sécurité, notre paix et notre stabilité ; elle veut brader notre patrie. Nous devons nous y opposer résolument. Luttons ensemble pour un avenir sûr et libre !

Renforçons la sécurité grâce à l'UDC

L'Europe est en guerre, mais l'armée n'est plus en mesure de défendre la Suisse. La sécurité intérieure est également menacée. Ce n'est qu'en votant pour l'UDC que nous pourrons faire de notre Suisse un pays à nouveau sûr.



Par **Jean-Luc Addor**, conseiller national, membre de la commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N), Savièse (VS)

Quel réveil brutal ! C'est à nouveau la guerre en Europe – avec des armes d'infanterie, des chars, de l'artillerie et des avions de combat.

Le choc est profond, mais salutaire. Il est enfin clair pour tous que la chute du mur de Berlin en 1989 n'était pas synonyme de paix éternelle sur le Vieux Continent. Des guerres, même con-

ventionnelles, sont possibles à tout moment. La Suisse doit aussi s'y préparer.

L'armée a été mise à mal

Au cours des dernières décennies, l'armée a été systématiquement malmenée et en a perdu sa capacité de défense. En 1990, 1,34% du produit intérieur brut (PIB) était encore investi dans l'armée ; en 2019, ce n'était plus que 0,67%. Nous dépensons aujourd'hui même plus d'argent pour l'asile que pour l'agriculture.

Cela doit être corrigé au plus vite et l'UDC est le seul parti à le demander depuis des années. Le Parlement s'est enfin réveillé et veut à nouveau augmenter le budget de l'armée à 1% du PIB d'ici 2030, une étape importante et nécessaire pour que l'armée atteigne l'équipement complet des structures existantes et obtienne une sécurité de planification pour le renouvellement des systèmes.

La Suisse n'est plus un pays sûr

La sécurité intérieure n'est pas non plus à négliger. La criminalité a fortement augmenté. Les cambriolages, les vols, la violence, les menaces, les viols, les émeutes comme récemment à Lausanne, la criminalité étrangère importée, etc. ont rendu la Suisse peu sûre. En abandonnant la neutralité, nous en

rajoutons une couche et mettons encore plus en danger la paix et la stabilité.

Il faut mettre fin à ce marasme en matière de politique de sécurité. Nous ne pourrions y parvenir qu'en votant pour l'UDC le 22 octobre, pour une Suisse sûre !



Editorial

Quelle Suisse voulons-nous ?



Chères Suissesses, chers Suisses,

Quelle Suisse voulons-nous ? Et surtout, quelle Suisse ne voulons-nous pas ? C'est exactement à ces questions qu'il faudra répondre le 22 octobre. Nous avons le choix, vous avez le choix.

Je suis très inquiet. En juin, ma femme et notre fils sont rentrés à la maison le soir. Deux Maghrébins se trouvaient alors dans le jardin ; ils avaient déjà dévalisé la voiture. Ces hommes venaient du centre d'asile tout proche.

Ce n'est qu'un incident parmi tant d'autres en Suisse. Ces personnes n'ont rien à voir avec l'asile. Elles arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Pour la grande majorité, il s'agit de jeunes hommes originaires de pays africains et arabes. Ils choisissent leur pays d'asile, par exemple la Suisse, parce qu'ils savent qu'ici, il y a des prestations sociales et ils peuvent rester ad aeternam grâce à l'industrie de l'asile de la gauche rose-verte. Qui rejette ces abus vote UDC!

Notre prospérité ne va pas de soi

Je me fais du souci pour notre Suisse. Chaque année, environ 80'000 personnes supplémentaires arrivent dans notre pays. Cela correspond à la population du canton de Schaffhouse ou du canton du Jura. On entasse chaque année 80'000 personnes de plus dans notre petit pays. Je vous pose la question : voulons-nous une Suisse de 10 millions d'habitants ? Encore plus de terres agricoles bétonnées ? Des embouteillages interminables ? Avez-vous remarqué qu'il n'y a presque plus de logements avec des loyers abordables ou qu'il y a des salles de classe sans enfants suisses ?

Quelle Suisse voulons-nous ? Nous vivons dans un pays merveilleux. Mais notre prospérité, notre sécurité et notre liberté ne vont pas de soi. En tant que président de l'UDC, je peux vous l'assurer : nous nous engageons pour la Suisse. Nous ne nous laissons pas non plus intimider et appelons les problèmes par leur nom.

Nous nous engageons pour tous ceux qui font quelque chose dans notre pays et qui prennent des responsabilités, que ce soit au travail, dans la famille ou pour eux-mêmes. Prenons soin ensemble de notre Patrie.

Marco Chiesa
conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse, Ruvigliana (TI)

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE | ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'141'027 |

Édition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, info@udc.ch |

Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, www.admin.ch, www.parlament.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Pour un avenir sûr et libre

Votez UDC !



L'immigration incontrôlée détruit les chances pour l'avenir de nos enfants !

Voilà à quoi ressemble le quotidien d'un grand nombre d'écoles dans toute la Suisse. Exemple avec une classe de 24 élèves en secondaire : 1/3 des élèves a des problèmes de compréhension de langue, 1/3 a des problèmes d'apprentissage et 1/3 a des problèmes de comportement ou refuse de se soumettre à l'autorité des professeurs. L'enseignement et l'apprentissage ne sont plus assurés de façon optimale et les élèves performants voient ainsi la qualité de leur formation altérée !



Politique d'asile : un changement de cap est nécessaire

Bientôt 40 000 demandes d'asile, des communes surchargées et des autorités débordées : la situation dans le domaine de l'immigration est désolante. Même l'UE discute d'une réorientation de la politique d'asile. Toutefois, rien ne bouge dans la Berne fédérale. Quand le Conseil fédéral prendra-t-il enfin ses responsabilités ?



Par **Michaël Buffat**, conseiller national, membre de la commission des institutions politiques (CIP-N) de 2015 à 2023, Vuarrens (VD)

Les mouvements migratoires mondiaux augmentent massivement. Des centaines de milliers de personnes affluent en Europe. Ceux qui voyagent aussi loin le font généralement pour des raisons très claires : ces immigrés nous rejoignent certes par la voie de l'asile, mais ce sont en réalité des immigrés économiques. Ils sont en quête de profit et savent qu'une fois en Suisse, on peut y rester. Même sans motif d'asile, ils ne sont pas renvoyés dans leur pays d'origine. Un

séjour durable en Europe est garanti, «hamac social» compris.

Qui vient, reste

Au cours des 20 dernières années, 100'690 personnes ont été « admises à titre provisoire » malgré une demande d'asile rejetée. Presque toutes sont encore ici : 7'000 ont même obtenu le passeport suisse ! La plupart des immigrés en quête d'asile restent ici pour toujours et notre système d'asile offre toutes les conditions pour cela.

Les autorités détournent le regard et ne font rien pour corriger cette évolution négative. Depuis des années, nous dépensons des moyens financiers énormes pour l'application du droit d'asile, mais nous ne pouvons guère influencer qui vient en Suisse : «Ainsi, des personnes arrivent en Suisse pour un séjour plus ou moins long, alors que l'on ne voudrait pas vraiment qu'elles y viennent, compte tenu du marché du travail et de leur milieu social» (NZZ, 12.2.2003). Pour faire court : trop d'étrangers viennent en Suisse et ce ne sont pas les bons. »

Réorientation de la politique d'asile

Les modifications procédurales ne suffisent plus à résoudre les problèmes dans le domaine de la migration. Nos lois sont dépassées. Nous devons changer fondamentalement de mentalité. Les immigrés potentiels ne doivent plus être incités à venir en Europe. Cela implique notamment l'externalisation des procédures d'asile dans des pays tiers.

L'UE veut à l'avenir mener ces procédures à la frontière extérieure de l'espace Schengen. Il n'est pas certain que cela suffise. La voie choisie par la Grande-Bretagne, qui consiste à mener toutes les procédures au Rwanda, semble plus prometteuse. Le gouvernement britannique veut ainsi dissuader les immigrés illégaux de traverser la Manche. La Suisse doit elle aussi s'attaquer à la délocalisation des pro-

cédures d'asile. C'est la seule façon de mettre un terme au trafic criminel de migrants et à la traite organisée des êtres humains.

Si nous mettons systématiquement l'accent de l'aide sur place, les personnes dans le besoin peuvent être aidées de manière plus ciblée. L'aide et la protection ne sont pas et ne doivent pas être synonymes d'accueil.

La jeune victime de Penthaz venait de fêter ses 18 ans

La jeune victime et son meurtrier présumé se sont disputés devant son lieu de travail, à Penthaz (VD). Elle était d'origine turque, plus exactement kurde, comme son agresseur de 17 ans, de nationalité suisse selon le communiqué de la police cantonale, qui l'a frappée à l'arme blanche. L'auteur des coups de couteau s'est ensuite rendu au Denner de Penthaz, où il aurait commis un vol. Il s'est ensuite dirigé vers la gare. Il a été arrêté près des rails, où le Détachement d'action rapide et de dissuasion (DARD) de la police cantonale est intervenu.



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème

vote UDC le 22 octobre



L'immigration de masse ces 15 dernières années a considérablement péjoré la situation de la population suisse dans presque tous les domaines :

Bétonnage du territoire

Le bétonnage de nos paysages s'accompagne d'une perte massive de terres agricoles. Chaque jour en Suisse, l'équivalent de 9 terrains de football sont construits pour de nouvelles surfaces d'habitation. Dans le même temps, l'équivalent de 13 terrains de football de prairies et de terres agricoles disparaissent. Cela conduit à un mitage du territoire et à un affaiblissement de la sécurité d'approvisionnement en denrées alimentaires locales et saines.

Chacun peut constater la transformation dramatique de la Suisse ces dernières décennies. Le Plateau est en grande partie victime d'une orgie de constructions. Il n'est donc pas étonnant que la population augmente d'environ 80'000 personnes par an, principalement en raison d'une immigration démesurée. 80'000 personnes de plus par an, cela signifie que l'on entasse chaque année un canton de Schaffhouse en plus en Suisse ; et l'on s'étonne ensuite de la disparition des espaces verts. Notre pays devient étroit, bruyant et gris.



Saturation et coûts élevés du système de santé

Dans ce domaine également, l'immigration de masse entraîne une hausse des coûts. Les 180'000 personnes supplémentaires arrivées en Suisse l'année dernière font appel à des médecins, des dentistes, des hôpitaux, des maisons de retraite, etc. Il est donc également clair que le manque de personnel qualifié, notamment dans le secteur de la santé, est une conséquence auto-infligée.

Hausse des primes entre 2000 et 2020



Crise du logement

En raison de l'immigration effrénée, il n'y a pratiquement plus de logements libres et abordables dans notre pays. Les personnes disposant d'un revenu normal, les familles, les familles monoparentales et les personnes âgées sont les plus touchées par cette situation.



Source: Blick - 28.02.2023

Immigration nette en provenance de l'UE, des Etats tiers, de l'asile et des personnes protégées en 2022 : plus 180'000 personnes en une année !

A cela s'ajoutent 52'000 entrées illégales. Principalement en provenance d'Afghanistan et d'Afrique du Nord. Personne ne sait où se trouvent ces personnes

Violence et criminalité importées

Les immigrés sont surreprésentés dans les statistiques de la criminalité, y compris pour les délits graves, dans les prisons, ainsi que dans les cas de violences domestiques, par rapport à leur proportion dans la population totale. Ainsi, une étude de l'université de Zurich publiée en novembre 2022 montre que les classes de seconde B connaissent une augmentation sans précédent des agressions sexuelles sur les filles. Selon le responsable de l'étude, cela est dû au «milieu à faible niveau d'éducation et à forte composante migratoire». Il s'agit d'un «problème de migrations».

La Suisse avait autrefois une réputation légendaire de pays sûr et stable. Aujourd'hui, on voit de plus en plus le visage hideux de la violence et de la criminalité importées. Nous sommes confrontés à un double problème : les partis de la gauche rose-verte soutiennent l'immigration vers la Suisse organisée par des bandes de passeurs. La Bernese fédérale empêche l'application de l'initiative pour l'expulsion systématique des criminels étrangers, acceptée par le peuple. Cette association toxique conduit à une «nouvelle normalité» dans notre pays :

- 71% des détenus dans les prisons suisses sont des étrangers.** En Europe : 15%
- 56% des homicides sont commis par des étrangers.** Enquête, aide aux victimes, procédure pénale et incarcération coûtent des milliards.
- 57% des viols sont commis par des étrangers ou des demandeurs d'asile.** Les femmes peuvent de moins en moins sortir en sécurité la nuit.

Explosion des coûts sociaux

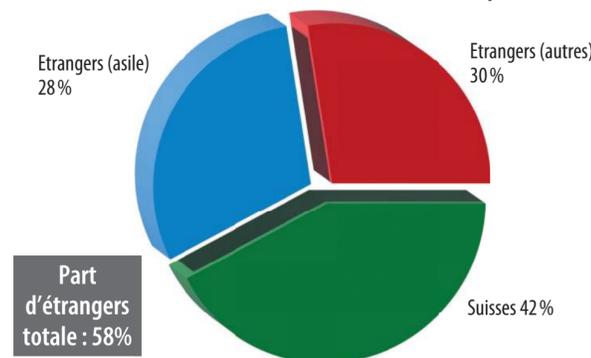
Les étrangers perçoivent beaucoup plus souvent des allocations de chômage et des prestations sociales. On assiste à une immigration qui coûte plusieurs milliards de francs à l'État social suisse. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale en provenance d'Afrique a, à lui seul, littéralement explosé ces dernières années, avec plus de 38'000 bénéficiaires. 34,6%, soit un Africain sur trois qui pourrait travailler vit aux frais de la collectivité.

Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile/réfugiés, pèsent bien plus lourd sur l'État que les Suisses. Un quart de tous les bénéficiaires de l'aide sociale disposent d'un permis B (principalement des réfugiés reconnus avec un permis B).

37'000 bénéficiaires de l'aide sociale sont des migrants «admis provisoirement» avec une décision d'asile négative. Cela signifie qu'un bénéficiaire de l'aide sociale sur huit n'aurait en fait pas le droit de séjourner en Suisse et de vivre aux frais de la collectivité.

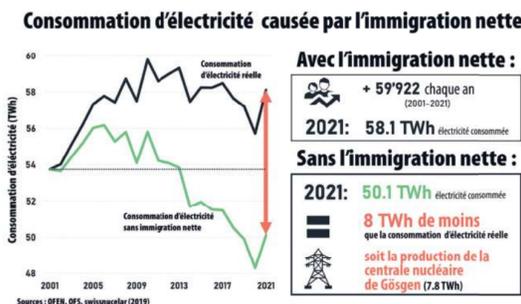
Le tableau est le même pour la caisse de chômage ; en novembre 2022, il y avait pratiquement autant d'étrangers (49,4%) que de Suisses (50,6%) au chômage. Les étrangers sont donc proportionnellement fortement surreprésentés dans la caisse de chômage, car deux fois plus nombreux à être au chômage que les Suisses.

Bénéficiaires de l'aide sociale, 2021



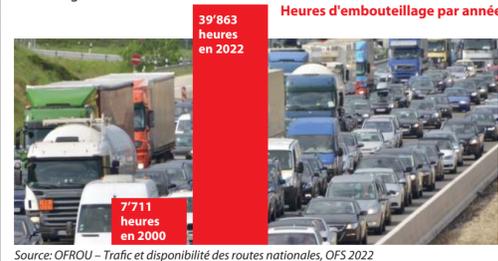
Consommation d'électricité et d'énergie

Plus de personnes signifie plus de consommation d'électricité, donc des prix de l'électricité plus élevés. A cela s'ajoute le fait que chaque «nouvelle ville» créée par l'immigration annuelle doit être approvisionnée en énergie et en électricité. Ces personnes ont besoin d'électricité, conduisent une voiture, veulent vivre dans un logement chauffé. Comment subvenir à ces besoins excédentaires en électricité ? La réponse n'est aujourd'hui pas claire.



Les infrastructures sont asphyxiées

Les heures d'embouteillage sur les routes ont été multipliées par cinq en l'espace de 20 ans ! Mais au lieu de contrôler enfin l'immigration, on s'en prend aux automobilistes suisses avec encore plus de taxes, notamment sur les carburants, et plus de chicanes. Avec leur politique anti-voiture, la gauche et les activistes du climat causent un immense chaos sur nos routes. Dans les transports publics aussi, nous arrivons à saturation en raison de l'immigration démesurée.



Le niveau de formation en chute libre

Les enfants suisses deviennent une minorité. Près de la moitié des jeunes de 15 ans en Suisse sont issus de l'immigration. C'est plus que dans n'importe quel autre pays industrialisé du monde. Même en Australie terre traditionnellement d'immigration, ce taux est nettement inférieur, sans parler de l'Allemagne (28%) ou de la France (27%). Une évaluation dans le canton d'Argovie montre qu'en 2021, 68% des enfants de moins de 7 ans grandiront dans un ménage issu de l'immigration. Le taux de natalité des Erythréennes est 4 à 5 fois plus élevé que celui des Suissesses. Dans de nombreuses classes suisses, la part des enfants qui ne parlent pas une des langues nationales dépasse les 50%. Des études indiquent qu'à partir d'un taux de 30% d'enfants allophones, un enseignement scolaire de qualité n'est plus guère possible. Selon l'étude PISA de 2019, un quart des élèves ne savent pas lire et comprendre correctement.



Perte de prospérité

La prospérité de la population suisse, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, n'augmente plus depuis l'introduction de la libre circulation complète des personnes avec l'UE en 2007.

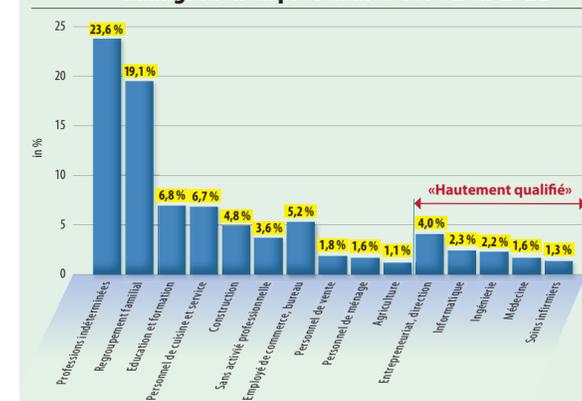
En d'autres termes, le gâteau reste pratiquement le même, mais les parts de ce gâteau sont toujours plus fines car divisées avec plus de monde.

On se plaint beaucoup de la «pénurie de main-d'œuvre qualifiée» en Suisse. On oublie cependant qu'une grande partie des immigrés ne sont pas des spécialistes. Ce sont majoritairement des personnes issues du regroupement familial et des personnes non qualifiées. «Quatre immigrés sur cinq ne sont pas des spécialistes», titrait la «NZZ am Sonntag». Elle se référait à une étude de la direction de l'économie publique zurichoise. Selon cette étude, à peine 20% des immigrés depuis 2007 (libre circulation complète des personnes) travaillent en moyenne en Suisse dans un métier où il y a une pé-

nurie de main-d'œuvre qualifiée. Parmi les frontaliers, seule 1 personne sur 6 est même un spécialiste recherché. Au lieu des médecins et des informaticiens dont nous avons urgemment besoin, ce sont des personnes

non qualifiées et sans connaissances linguistiques suffisantes qui figurent en tête de la liste des professions des immigrés. La situation est en outre critique en ce qui concerne le regroupement familial :

Immigration en provenance de l'UE en 2022



Sauvons ensemble notre belle Suisse



En tant qu'agriculteur et père de famille, je m'inquiète du bétonnage de nos terres agricoles. Durant les 30 dernières années, c'est 1m² de terres agricoles qui a disparu chaque seconde pour répondre aux besoins liés à l'augmentation de la population. La Suisse ne peut plus faire face à cette croissance démographique incontrôlée qui n'est ni durable ni raisonnable. L'année dernière, c'est plus de 180'000 personnes qui ont immigré en Suisse, ce qui représente plus que la population de Lausanne. Les infrastructures, les transports publics, les écoles et les logements sont saturés. Les terres agricoles, l'approvisionnement énergétique et les ressources en eau sont en danger.

C'est pourquoi l'initiative de durabilité «Pas de Suisse à 10 millions» a été lancée et nous comptons sur votre soutien. Nous voulons une immigration contrôlée et pas une immigration qui fasse plus de perdants que de gagnants. Ensemble, sauvons notre belle Suisse et préservons notre qualité de vie pendant qu'il est encore temps. Signez l'initiative sur la durabilité et motivez votre entourage à en faire de même.

Signez MAINTENANT l'initiative pour la durabilité : NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !



En raison de l'immigration incontrôlée dans notre pays, nous allons vers une Suisse à 10 millions d'habitants. Cette véritable explosion démographique surcharge nos infrastructures, détruit notre nature et fait encore plus grimper les loyers. Après l'afflux de plus de 180'000 personnes en une seule année, il est temps d'agir.

Signez dès aujourd'hui l'initiative populaire pour la durabilité, jointe à ce journal. Merci.



«Nos enfants sont les plus grands perdants de notre politique d'asile ratée»

Les communes sont submergées par les demandeurs d'asile. Martina Bircher explique ce que cela coûte et les problèmes qui en découlent. La situation ne peut s'améliorer qu'en supprimant la possibilité de déposer des demandes d'asile sur le sol suisse.



Par **Martina Bircher**, conseillère nationale, Aargau (AG)

Vous êtes responsable des affaires sociales dans la commune d'Aargau (AG). Avez-vous encore des places disponibles pour les demandeurs d'asile ?

Non ; avec le centre d'hébergement cantonal pour demandeurs d'asile, nous dépassons notre objectif depuis des années et nous n'avons pas l'intention de créer des places supplémentaires.

Combien de demandeurs d'asile devez-vous prendre en charge et combien d'entre eux sont de véritables réfugiés au sens de la loi ?

Avec la procédure d'asile accélérée, les communes se voient attribuer principalement des étrangers admis à titre provisoire. Nous devrions accueillir 60 personnes, ce qui, avec les personnes ayant le statut S, représente un total de 130 personnes, auxquelles s'ajoutent toutes les personnes que la Confédération reconnaît comme réfugiés, notamment les Erythréens. Ceux-ci ont le libre choix de leur logement ; de fait cela fait encore 200 personnes.

Combien d'entre eux sont des familles, combien de jeunes hommes ?

Les personnes qui arrivent en Suisse par la voie de l'asile sont principalement des hommes. Mais comme la Confédération accorde le statut de réfugié à 40 % d'entre eux et l'admission provisoire à 20 % d'autres, les femmes et les enfants arrivent en Suisse plus tard, via le regroupement familial.

Combien de ces personnes vivent-elles de l'aide sociale ?

80 à 90 % vivent de l'aide sociale. Après 10 ans en Suisse, la moitié dépend encore de l'aide sociale. Notre système social garantit à chacun un logement, charges comprises, une assurance maladie, une franchise, une quote-part, d'autres frais de santé (p. ex. dentiste), de l'argent pour vivre ainsi que des prestations liées à la situation comme des meubles, des transports publics, etc. Nous avons de nombreux cas qui ont déjà coûté plus d'un demi million de francs à notre collectivité.

Combien les contribuables ont-ils dû déboursier pour le cas le plus coûteux ?

Nous avons eu une fois une femme érythréenne avec quatre enfants dans un foyer mère-enfant, pour un coût de 25'000 francs par mois. Lorsque l'APEA (Autorité de la protection de l'enfant et de l'adulte) intervient, et c'est malheureusement souvent le cas, cela devient très cher. Pour 130 à 150 francs de l'heure, on apprend aux étrangers comment faire les courses ou comment

préparer un goûter pour l'école. Lorsqu'il y a un placement à l'extérieur, nous parlons de coûts entre 7'000 et 15'000 francs par mois et par enfant. C'est l'autorité de protection de l'enfant qui ordonne tout cela, et la commune doit payer.

Les demandeurs d'asile trouvent-ils un emploi ?

Malheureusement, c'est difficile. Ces personnes sont souvent issues de cultures étrangères, n'ont pratiquement pas été scolarisées et les employeurs n'attendent pas ces « professionnels » là. La situation est encore aggravée par le fait que beaucoup ont de très nombreux enfants. Même s'ils trouvent un emploi, nous ne pouvons pas les retirer de l'aide sociale.

Dans de nombreuses

écoles, il n'y a pratiquement plus d'enfants qui ne sont pas issus de l'immigration. Quelle est la situation dans votre commune ?

Après les vacances d'été, nous introduisons un soutien précoce en allemand, car la plupart des enfants ne savent pas un mot d'allemand lorsqu'ils entrent au jardin d'enfants. Nous avons à chaque fois 100 enfants par année, 50 suisses et 50 étrangers. Malheureusement, plus de 50 % d'entre eux ont besoin d'un soutien précoce en allemand. Cela signifie que même les parents naturalisés ne parlent pas allemand à la maison avec leurs enfants. Il existe d'innombrables études qui prouvent qu'à partir d'un taux de non-germanophones de plus de 30 %, un enseignement scolaire de qualité

n'est pas possible. Nos propres enfants sont les plus grands perdants de cette politique d'asile et d'immigration ratée.

Vous demandez une réorientation de la politique d'asile. Qu'entendez-vous par là concrètement ?

Si Schengen-Dublin fonctionnait, la Suisse, entourée de pays sûrs, n'aurait pas une seule demande d'asile. Mais aujourd'hui, 60 % des demandeurs peuvent rester légalement en Suisse parce

que la Confédération ne les renvoie pas. 20 % restent là alors qu'ils devraient partir, et seuls 20 % sont effectivement expulsés. En d'autres termes, ceux qui prononcent le mot magique « asile » restent dans 80 % des cas en Suisse. Nous devons donc changer complètement le système : il ne doit plus être possible de déposer une demande d'asile en Suisse ; les procédures doivent être externalisées dans des pays tiers.

La non-intégration est avantageuse !

Ce que nous coûte l'industrie sociale de l'asile :

Dépenses directes pour une famille de 4 personnes bénéficiant de l'aide sociale dans le canton d'Argovie (tous les montants sont exonérés d'impôts !).

	Besoins de base pour 4 personne	26'472.00 CHF
	Logement	16'800.00 CHF
	Responsabilité civile	170.00 CHF
	Ménage	245.00 CHF
	Cotisations AVS	956.00 CHF
	Soins dentaires	3'500.00 CHF
	Quote-part	2'100.00 CHF
	Franchise	600.00 CHF
	Lunettes	150.00 CHF
	Camp scolaire	150.00 CHF

Coûts supplémentaires

	Programme d'intégration/occupation	7'200.00 CHF
	Cours de français	3'500.00 CHF
	Primes LAMal	11'920.00 CHF
	Administration, charges diverses	2'200.00 CHF

Revenus

	Allocations familiales	4'800.00 CHF
---	------------------------	--------------

Total de la prise en charge

		75'963.00 CHF
---	--	----------------------

Chaos de l'asile : cher, dangereux et injuste

Des jeunes hommes arrivent en Suisse du monde entier avec des bandes de passeurs criminels. Les cantons doivent louer des appartements à grand renfort d'argent public et mettent même des locataires suisses à la rue pour y parvenir. Les coûts explosent : rien qu'au niveau fédéral, plus de 4 milliards de francs – 5 % de toutes les dépenses fédérales – sont utilisés à cet effet ! Parallèlement, les vols, les actes de violence, le harcèlement, l'insécurité augmentent massivement.



Par **Céline Amaudruz**, vice-présidente de l'UDC Suisse et conseillère nationale, Genève (GE)

Le chaos de la politique d'asile pèse sur la population suisse. Chaque année, des dizaines de milliers de demandeurs d'asile arrivent dans notre pays avec l'aide de bandes de passeurs criminels. Les conséquences de cette politique irresponsable sont catastrophiques : trop

d'immigrés en quête d'asile proviennent de cultures qui oppriment les femmes, sont criminels et peu ou pas formés. Ces personnes sont difficilement intégrables.

Un Africain sur trois bénéficie de l'aide sociale

Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale originaires d'Afrique a littéralement explosé ces dernières années et s'élève aujourd'hui à plus de 38'000 personnes. Le taux d'aide sociale atteint le chiffre sidérant de 34.6 % ! Un Africain sur trois qui pourrait travailler vit donc aux frais des contribuables suisses.

Jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, du Proche-Orient, etc.

Des jeunes hommes du monde entier arrivent en Europe avec des bandes de passeurs criminels. Ils traversent des



Nouvelle normalité ?

Des milliers de jeunes hommes d'Afrique, d'Afghanistan, de Turquie, etc. viennent et restent en Suisse ! Chaque année, cette politique coûte 4 milliards de francs aux contribuables, c'est-à-dire à nous. Et il ne s'agit là que des coûts à charge de la Confédération. En plus, aux coûts s'ajoutent les vols, le harcèlement et la violence.

Qui veut régler ce problème
vote UDC
le 22 octobre



pays sûrs et choisissent leur terre d'asile « à la carte », comme la Suisse par exemple. Pourquoi ? Car ils peuvent vivre ici aux frais de la collectivité et sont rarement renvoyés dans leur pays d'origine. Cela engendre des coûts énormes et des problèmes conséquents pour nos œuvres sociales, notre système de santé, nos écoles, la police et la justice.

Celui qui vient en Suisse y reste

Le chaos de l'asile se manifeste également dans l'application de la loi. Cela vaut en particulier pour les personnes dites « admises à titre provisoire ». Elles devraient en fait quitter la Suisse, mais ne peuvent soi-disant pas être expulsées. Entre 2011 et 2021, 65'126 personnes ont reçu une admission provisoire ; seules 112 d'entre elles ont

effectivement dû quitter la Suisse au cours de ces 10 années. Les autres restent ici et vivent généralement aux dépens de la population active ou entrent dans la clandestinité.

Il faut maintenant mettre fin à ce chaos de l'asile !

2023: plus de 4 milliards de francs de coûts pour la seule Confédération (sans compter les cantons et les communes, dont les coûts s'ajoutent aux 4 milliards) ! Cela représente 450 francs d'impôts par personne et par an (ou 1'800 francs par famille de 4 personnes)

Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2021:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2022:
Dépenses pour l'asile de la Confédération en 2023 (budget):

Environ 1,5 milliard de francs
Environ 2,4 milliards de francs
Plus de 4 milliards de francs

NON à la folie du genre, OUI à la liberté !

Vous aussi, ces nouvelles formes d'écriture avec points médians et autres symboles vous agacent ? Sous couvert de tolérance, une minorité tente ici de nous rééduquer par le langage et par le comportement. Les revendications de plus en plus extrêmes de cette minorité s'attaquent à nos valeurs de liberté, raison pour laquelle nous devons nous y opposer résolument.



Par **Esther Friedli**, conseillère aux Etats, restauratrice, Ebnat-Kappel (SG)

pression du personnage aux traits d'origine africaine sur les paquets de riz d'une grande marque connue.

Parfois, c'est plus inquiétant : en raison d'une prétendue « appropriation culturelle », des musiciens à la peau blanche jouant du reggae ont vu leur concert interrompu et ont été déprogrammés parce qu'ils portaient des « dreadlocks » et que pour les « chantres de la tolérance de gauche », cette coiffure ne peut être portée que par des personnes noires de peau.

Pire encore, dans les écoles, de plus en plus d'étudiants rapportent que l'utilisation d'un langage dit « non-sexiste » dans la rédaction de leurs travaux (comprenez : dénué autant que possible de distinctions de genre) est de rigueur, sous peine de voir leurs notes réduites !

« **L'idéologie du genre s'imisce de plus en plus dans la politique**

Une excoissance de cette idéologie de gauche rose-verte urbaine est « le genre ». Cette idéologie part du principe que l'on n'a pas un sexe à la naissance,

mais que l'on peut choisir librement son sexe (expression de genre) ; selon ces théories, les genres ne se cantonnent guère au nombre de deux (femme et homme) mais se déclinent en plusieurs dizaines.

Ces lubies sont hélas toujours plus présentes dans les médias. Pour ne pas discriminer ou « offenser » qui que ce soit, on décline les mots sous toutes leurs coutures par le biais d'une écriture dite « inclusive » ; « ami » devient alors « ami.e.x.s », « politicien » devient « politicien.ne.x.s », etc. Même les administrations publiques pratiquent ce style lourd ; la question de la lisibilité et de la compréhension de la langue française est alors relayée au second plan (et c'est pareil dans les autres

langues nationales, comme l'allemand par exemple) ; l'essentiel est que personne ne ressente quoi que ce soit de négatif à la lecture. De fait, la langue devient de plus en plus incompréhensible avec ses nombreux caractères spéciaux, notamment pour les personnes rencontrant des difficultés de lecture ou d'expression ainsi que pour les per-

« **Seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.** »

Depuis quelque temps, nous entendons régulièrement des termes tels que « genre », « woke » ou encore « cancel culture ». Beaucoup d'entre nous peinent à s'imaginer le sens de ces termes ou alors n'y voient guère de grand danger. Pourtant, ce qui semble en apparence inoffensif est en vérité extrêmement inquiétant. Ces termes sont nés dans les universités américaines, chez des personnes qui se considèrent comme faisant partie de « l'élite », tolérantes et de gauche.

Cette idéologie s'imisce insidieusement dans notre quotidien, par des détails parfois sans grande importance en apparence, comme la sup-



Totalement inutile et onéreux : les moralistes du genre de la gauche rose-verte veulent remplacer les panneaux de signalisation par des panneaux « genrés ».

sonnes qui ont une autre langue maternelle que la nôtre.

Les genres deviennent arbitraires

Cette folie du genre ne se traduit pas que dans le langage, mais également dans les questions politiques ; dans les villes de Zurich et de Lucerne, un tiers des toilettes des écoles doivent être « gender neutral » (neutres de genre). On supprime même les urinoirs, exclusivement masculins. Dans certaines écoles, on préconise même « d'essayer un autre sexe » ou encore de ne pas donner de nom aux enfants à leur naissance. Nos enfants, mineurs, sont exposés à ces dérives sans même le consen-

tement de leurs parents. Il existe cela dit une toute petite minorité de personnes qui naissent dans les mauvais corps et dont les problèmes doivent être pris au sérieux. Cela est-il une raison pour étendre ces préoccupations à l'ensemble de la société ? La question de savoir si l'on est né dans le bon ou le mauvais corps doit-elle se poser chez tout le monde ? Évidemment, non. Qu'est-ce que cela sera ensuite ? Où sont passés le bon sens et le pragmatisme ? En politique, seuls les partis déconnectés de la réalité, qui ne sont pas au fait des vrais problèmes de la population, ont le loisir d'accorder une telle importance à ces choses-là.

L'approvisionnement alimentaire en denrées locales est menacé

La mission principale de l'agriculture suisse est inscrite dans la Constitution fédérale : l'approvisionnement de la population suisse en denrées alimentaires indigènes. Or, cet approvisionnement est aujourd'hui gravement menacé.



Par **Pierre-André Page**, conseiller national, maître-agriculteur, Châttonnaye (FR)

face agricole. La surface arable par habitant n'est que de 470 m² en Suisse. A titre de comparaison, elle est de 1'500 m² en Autriche et de 1'410 m² en Allemagne.

La deuxième raison pour laquelle nous produisons de moins en moins de denrées alimentaires en Suisse est liée aux prescriptions écologiques ; en raison de la politique agricole actuelle, environ 20% des terres cultivées en Suisse sont aujourd'hui exploitées de manière extensive : il y a donc beaucoup d'écologie, mais peu de production.

Les familles paysannes apportent une contribution importante à notre sécurité alimentaire. Pourtant, en cas de crise, nous ne pourrions plus nourrir aujourd'hui qu'une personne sur deux en Suisse. C'est ce que démontre ce que l'on appelle le « taux d'autosuffisance », qui mesure en pourcentage la part de nos besoins alimentaires encore produite en Suisse. En 2020, ce taux n'était déjà plus que de 49% net.

Le taux d'autosuffisance a chuté de plus de 10% au cours des 20 dernières années. La raison principale est la forte croissance démographique : +1,5 million d'habitants depuis 2002. La Suisse est de plus en plus bétonnée ; la surface urbanisée a augmenté de 31% depuis 1980, au détriment de la sur-



Les crises de ces dernières années et de ces derniers mois ont rappelé l'importance d'une agriculture productrice suisse forte.

Si nous voulons éviter à l'avenir une dépendance totale de l'étranger en matière d'approvisionnement alimentaire, le taux d'auto-approvisionnement ne doit pas continuer à baisser, mais doit au contraire augmenter à nouveau. **Nous n'y parviendrons qu'en stoppant la croissance démographique et en réorientant la politique agricole vers la production.**

Embouteillages et activistes du climat

Chaque jour, nous sommes pris dans les bouchons ; la cause principale en est l'immigration de masse. Les dommages économiques engendrés se chiffrent en milliards. Mais la politique de mobilité de la gauche rose-verte et les abus des activistes du climat, constitués de chicanes à tout-va, causent également des ravages.



Par **Thomas Bläsi**, conseiller national, pharmacien et entrepreneur, Genève (GE)

L'immigration démesurée a conduit à la saturation de nos infrastructures routières et ferroviaires que nous constatons quotidiennement avec les nombreux embouteillages sur nos routes. Depuis 1995, ce sont plus d'1,5 million de personnes qui ont immigré en Suisse ! Parallèlement, les heures d'embouteillage annuelles sur les routes nationales ont quadruplé depuis l'an 2000 !

Aux désagréments posés sur le plan personnel s'ajoutent les coûts massifs. En tant qu'entrepreneur et pharmacien à Genève, j'ai pleinement conscience des nombreux problèmes de la mobilité : chaque jour, 200'000 heures de retard s'accumulent sur les routes suisses. Le temps perdu coûte environ 3 milliards de francs par an à l'économie. Ce sont là les données les plus actuelles de l'Office fédéral du développement territorial (ARE).

La mobilité est le moteur de notre économie. Sans un retour à une immigration raisonnable et mesurée, notre prospérité est gravement menacée.

Le racket des automobilistes

De nombreux Suisses sont tributaires de la voiture : les familles, les pendulaires, les artisans, les habitants des zones rurales, etc. L'UDC s'oppose au racket des automobilistes : l'impôt sur les huiles minérales (y compris les surtaxes) représente à lui seul 1'570 francs par automobiliste et par an. S'ajoutent à cela l'impôt sur les véhicules à moteur (360 francs en moyenne), la vignette autoroutière (40 francs), l'impôt sur les automobiles, les taxes de stationnement public, etc ; chaque ménage possédant une voiture paie plus de 2'000 francs de taxes par an.

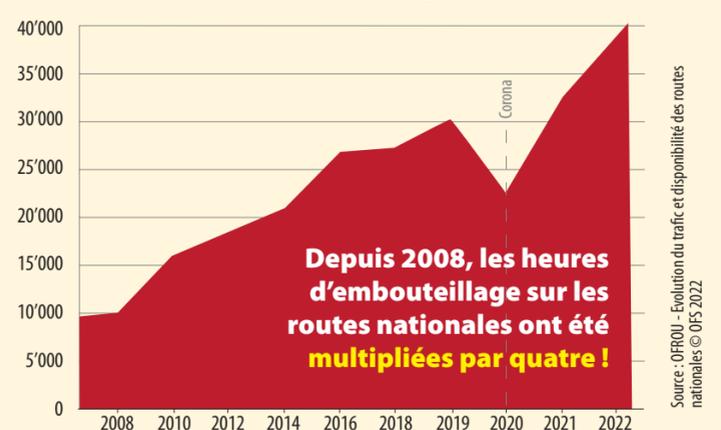
Mais visiblement, ce n'est pas encore assez pour les partis de la gauche rose-verte ; la cheffe du groupe parlementaire des Verts aux Chambres fédérales a demandé de rehausser le prix de l'essence à 5 francs par litre. Un plein d'essence coûterait ainsi environ 250 francs ! C'est inabordable pour la quasi-totalité des Suisses.

Le harcèlement des automobilistes par les activistes du climat

Les activistes du climat bloquent les routes et harcèlent la population active. C'est surtout dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte que l'on assiste à des politiques hostiles aux voitures : mises en sens unique, réduction des places de stationnement, zones 30 km/h sur les routes de transit, amendes à tout-va, tarifs de stationnement exorbitants, etc. On a parfois envie de faire une expérience : que se passerait-il si les artisans, les PME et les paysans faisaient grève pendant une semaine dans les villes gouvernées par la gauche rose-verte ?

Qui en a marre de cette hostilité croissante contre la mobilité individuelle, vote UDC le 22 octobre !

Heures d'embouteillage 2008 - 2022



Voulons-nous d'une Suisse à 10 millions d'habitants ?

Toujours plus d'immigration, c'est toujours plus d'augmentation des loyers, de la criminalité étrangère, des bouchons sur les routes ainsi qu'une baisse du niveau d'éducation et de formation.



Avec une immigration contrôlée, nous protégeons nos enfants et préservons notre nature et notre Patrie où il fait bon vivre.



Vous avez le choix !

**Le 22 octobre, votez UDC !
Merci !**

Quiz électoral Participez et gagnez !

www.udc.ch/concours

01. Combien de personnes ont immigré en Suisse (solde net) en 2022 ?

180'000 = Vo
 90'000 = Re
 150'000 = Mi

02. A combien s'élèvent les coûts de l'asile pour la Confédération en 2023 ?

1 Mrd = i 2,5 Mrds = p
 4 Mrds = t

03. Quel est le but de la nouvelle initiative populaire de l'UDC ?

Expulser les criminels étrangers = I
 Pas de Suisse à 10 millions d'habitants = e

04. Quel est le but des théories du genre ?

Une mise sous tutelle politique = z
 Une meilleure orientation = p

05. Quel est le slogan électoral de l'UDC

Pour un avenir sûr et libre = U
 Pour un avenir libre et sûr = M

06. Combien y a-t-il de conseillers fédéraux UDC ?

Malheureusement aucun = EN
 Déjà 2 = DC

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Merci de m'envoyer gratuitement le programme du parti
- Je souhaite mettre mon terrain / ma grange / la façade de ma maison à disposition pour y poser des affiches de l'UDC pour la campagne électorale.
- Je soutiens financièrement la campagne électorale de l'UDC (les dons peuvent être déduits jusqu'à un certain montant de l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal)
- Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- Merci de m'envoyer un bulletin de versement
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom _____

Rue _____

NP/Localité _____

Téléphone _____

Courriel _____

Signature _____

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Participez au concours en ligne sur :
www.udc.ch/concours

Solution :

01. 02. 03. 04. 05. 06.

Cochez les bonnes réponses, inscrivez les lettres dans le bon ordre et renvoyez la solution jusqu'au 22 octobre 2023 au plus tard

1^{er} au 5^e prix : une invitation personnelle pour vous et un accompagnant au domicile de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui vous présentera en exclusivité sa collection privée des tableaux d'Anker et de Hodler !

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2023. Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Une remise du prix en espèces n'est pas possible. Tout recours juridique est exclu.

www.udc.ch



ÉDITION SPÉCIALE

de l'UDC Genève | www.udc-ge.ch



Avant la fin du monde, vos fins de mois

Les discours apocalyptiques se multiplient pour favoriser l'engraissement d'une bureaucratie hostile aux intérêts des Suisses. L'UDC vous propose une autre voie.

Augmentation de 1,50 fr. du prix de l'envoi des colis par La Poste, automobilistes pris à la gorge, explosion continue des coûts de la santé, du prix des aliments de base... Les mauvaises nouvelles se multiplient pour le porte-monnaie de la population. Vous avez le sentiment d'être les dindons de la farce ? C'est normal, et ça l'est d'autant plus si vous faites partie de la classe moyenne.

Alors bien sûr, çà et là, des mesures sporadiques sont annoncées pour alléger la charge fiscale de la population et des

entrepreneurs. Mais les faits sont têtus : seule l'UDC résiste avec constance et obstination aux taxations en tout genre que nous imposent avec frénésie les partis de gauche, prenant à la gorge une population déjà exsangue. Qui, par exemple, a mené le combat contre la Loi Climat, qui fera malheureusement exploser nos factures d'électricité d'ici quelques mois ? Certainement pas ceux qui, la bouche en cœur, vous parlent de solidarité toute l'année ! Et rien de plus normal : pour eux, la solidarité c'est surtout bon pour ceux qui ne travaillent

pas et vivent au crochet de la société. Pensons par exemple à cette famille étrangère, en Argovie, dont l'UDC a dénoncé les quelque 750'000 fr. d'aide sociale reçus depuis 2004 ! Heureusement, grâce au réveil de la population, plusieurs mesures dangereuses ont aussi pu être écartées ces dernières années : celles qui attaquaient nos agriculteurs en les assimilant à des pollueurs inconscients, en particulier, auraient été fatales à la prospérité de notre pays et à son indépendance. Mais il reste tant à faire !

Une offensive contre nos libertés

Oui, disons-le sans ambages, notre économie est malade : avec le concours bienveillant de la majorité des médias, des mesures toutes plus agressives les unes que les autres sont mises en place pour nous soumettre à un paternalisme étatique étouffant, sous couvert de progrès divers. Cibles privilégiées de cette pluie de taxes : les automobilistes, désormais perçus comme de véritables vaches à lait, quand ce n'est pas comme des criminels ! Mais aussi les petits propriétaires, les entrepreneurs, et tous



Céline Amaudruz,
Conseillère nationale et candidate au
Conseil des États



ceux qui chérissent leur indépendance. Tous se retrouvent aujourd'hui dans le viseur de nos adversaires politiques.

Comment met-on une population à genoux ? La réponse est simple et nombreux sont d'ailleurs les totalitarismes à l'avoir testée : en s'attaquant d'abord à son pouvoir d'achat. Telle n'est pas la voie que nous vous proposons. Parce que nous aimons notre pays et que nous faisons confiance à la responsabilité de son peuple, nous nions le besoin de mesures écologiques punitives pour répondre aux défis des temps présents. Cohérente dans sa vision d'une économie libérale, l'UDC vient même de proposer d'abolir la taxe de 4% sur le prix d'achat des voitures, alors que

le Conseil fédéral proposait de son côté de l'étendre aux véhicules électriques.

Est-ce à dire que nous nous détournons du combat pour la durabilité ? Au contraire ! Parce que nous voulons une Suisse qui reste belle, avec ses montagnes sans éoliennes et ses terres arables, nous nous sommes engagés dans un combat pour lequel nous aurons besoin de vos signatures : la sobriété démographique. Ainsi, nous allons lutter pour que la Suisse n'excède pas dix millions d'habitants d'ici 2050, dans une initiative ambitieuse en trois étapes. Au lieu d'attaquer la population au porte-monnaie, nous nous engageons ainsi pour le respect de la décision du souverain du 9 février 2014. Visionnaire,

le peuple n'avait alors pas demandé un état engraisé par des taxations antisociales, mais bel et bien la maîtrise de l'immigration de masse qu'on lui refuse aujourd'hui. Englués dans les bouchons ou collés à leurs voisins dans les transports publics, ceux qui se lèvent tôt le matin pour nourrir leur famille et payer des impôts délirants comprendront l'intérêt de ce combat. Les personnes qui vivent dans la théorie un peu moins.

Voter UDC, c'est refuser les usines à gaz. C'est aussi défendre vos propres libertés, face à ceux qui ont décidé de vous attaquer là où ça fait mal pour se rendre indispensables. Je promets de mener le combat pour vous.



Augmentation du prix de l'énergie et des loyers, renchérissement du prix des denrées alimentaires et des produits ménagers. Afin de compenser la perte du pouvoir d'achat, l'UDC plaide pour une baisse des impôts et des taxes. (Copyright: Unsplash)

Sortante
Candidate au Conseil national
et au Conseil des Etats



Céline Amaudruz

Conseillère nationale depuis 2011, Céline Amaudruz est vice-présidente de l'UDC Suisse et présidente de l'UDC genevoise. Elle fait de la défense du pouvoir d'achat des Suisses sa priorité depuis plusieurs années. Personnalité reconnue du public, ses engagements vont aussi à la cause des femmes, notamment en matière d'inégalité salariale, ainsi qu'à la promotion d'une mobilité sans chicaneries inutiles.

Sortant



Thomas Bläsi

Nouveau venu au Conseil national, où il a succédé à Yves Nidegger à la fin du mois de mai de cette année, Thomas Bläsi est pharmacien indépendant. Il est entré au Grand Conseil genevois en 2013. Petit-fils de résistant, il s'est engagé cette année pour interdire l'exhibition de symboles extrémistes dans le domaine public.

Pour nos commerçants, sauvons la mobilité

Les politiques antisociales de la gauche à la tête des grandes villes romandes ont un prix : la disparition des artisans et des PME. Invertissons la tendance.

Genève détient un record fort triste : celui des heures passées dans les bouchons. D'après un article de Watson, les habitants y ont rongé leur frein pendant pas moins de 116 heures en 2021, soit près de cinq jours. Cinq jours ! Un temps précieux que ces automobilistes auraient pu passer auprès de leur famille, dans des activités culturelles ou sportives, mais aussi dans les commerces. Étrangement, ce triste bilan ne semble guère émouvoir des élites déconnectées des réalités. A croire que pour certains élus qui n'ont jamais connu la vie active, passer des heures au volant pour fuir la ville représente un plaisir, voire un progrès.

Quand un centre se retrouve paralysé, son économie l'est aussi. Doit-on, pour étayer ce propos, évoquer les budgets irresponsables proposés année après année par les soi-disant « poumons de l'économie » romands ? Reste que le principe de réalité n'a visiblement pas prise sur leurs élus verts ou socialistes : au nom de la sacro-sainte « pacification » du paysage de la mobilité, les chicanes continuent à se multiplier contre les automobilistes. Zones 30 km/h, places de parc supprimées, sens uniques... A

Genève comme ailleurs, le paradis pour bobos se transforme en enfer pour la population active, les PME et les commerçants. Le tout, à grand renfort d'études souvent menées par des militants climatiques déguisés en scientifiques.

Parti des libertés fondamentales, hostile au paternalisme étatique, l'UDC s'engage avec force pour la liberté du choix individuel du mode de transport,

garantie par la Constitution genevoise. Il est temps que nos commerçants et artisans cessent de subir les effets dévastateurs d'une guerre à la voiture qui ne profite qu'aux puissants. Loin des idéologies liberticides et des mirages de technocrates, notre parti s'engage pour des centres-villes où il fait de nouveau bon circuler, et produire de la richesse. Notre économie locale en dépend, et notre art de vivre aussi.



Stop au « terrorisme » de l'extrême gauche

La désobéissance civile est un fléau : tolérée de longue date par des autorités pusillanimes, elle évolue vers une violence dangereuse. Il faut y mettre un terme définitif.



Charles Poncet

Avocat et ancien conseiller national, il est l'une des plus marquantes personnalités romandes des dernières décennies. Éditorialiste, il s'est engagé entre autres contre les occupations illégales de bâtiments qui ont longtemps fait rage à Genève.

L'Université de Genève, en principe alma mater vénérable, dédiée au savoir et à la liberté académique, devrait porter en gestation la démocratie de demain. Hélas, l'extrémisme y fleurit et un Rectorat tétanisé et veule, laisse faire.

Les militants radicaux de la gauche « intersectionnelle » s'emploient à une sorte de terrorisme intellectuel : telle sommité libérale verra sa conférence sabotée par des trublions ; Céline Amaudruz sera agréessée par des vo-

us quand elle prétend intervenir, tout orateur « de droite » s'expose aux insultes et à l'interdiction de parler, quand ce n'est pas à l'agression physique, bref l'extrême gauche veut imposer sa dictature de la parole et de la pensée.

En proie à d'interminables gargouillis intestinaux à l'idée de faire acte d'autorité et de susciter la « polémique », le Rectorat ânonne mollement qu'il faut que jeunesse se passe, qu'au fond rien n'est grave, que ça va s'arranger, etc., et évidemment, la tyrannie woke fleurit à loisir puisque personne ne lui résiste. Et tels élus ou élues d'extrême gauche d'exprimer et leur soutien et leur bonheur à l'instar de Mme Stéphanie Prezioso, par exemple, que le futoir enchante, pour autant bien sûr qu'elle n'en soit pas victime elle-même.

Etrange attitude en vérité, qui dénie le droit de parler, voire d'exister, à celui dont on désapprouve la vision du monde. Et de caillasser la vitrine du boucher pour défendre le véganisme ; et d'occuper la filiale de la banque en prétendant s'occuper du climat ! Quitte à s'envoler ensuite en vacances au Mexique et au diable l'empreinte de CO₂ ! Ces gens ressu-

scitent le Trissotin de Molière tous les jours, la violence en plus.

Au barreau, au Grand Conseil et au Conseil national, j'ai passé ma vie à lutter pour les libertés fondamentales et il est temps qu'un parti appelle à la plus grande fermeté contre l'agression liberticide, tolérée sous

couvert de désobéissance civile. La première liberté individuelle est celle de vivre en paix dans un Etat qui assure la sécurité et le libre échange des opinions. C'est pour moi un honneur d'avoir été accueilli dans un parti – l'UDC – qui a fait de cette cause une de ses revendications premières. Héritage lointain mais réel

de Thucydide et de son éloge de la démocratie athénienne, la nôtre s'asphyxie et s'étouffe à force de tolérer l'intolérance et le totalitarisme extrémiste des ayatollahs du politiquement correct. Je suis et je serai avec l'UDC pour m'y opposer de toutes mes forces.



Entre autres méthodes, les extrémistes de gauche se collent la main sur la route pour empêcher la circulation de s'écouler. Ils prennent ainsi les automobilistes en otage et mettent leur propre vie et celle des autres en danger. (Copyright: iStockPhoto)

Il faut renforcer l'attractivité de Genève

Notre canton est le moins attractif de Suisse, économiquement et fiscalement. Cette situation péjore l'installation d'entreprises et le maintien des emplois. L'UDC veut que Genève développe son potentiel



Alexandre Chevalier
Président UDC Ville de Genève

Chômage élevé, impôts étouffants, primes-maladie exorbitantes. Comment expliquer que Genève se saborde ainsi ? Notre canton possède pourtant de sérieux atouts. Une renommée mondiale, une situation au cœur de l'Europe et, entre autres, un aéroport international.

Mis à part les cantons de Zurich et Bâle, qui peut en dire autant ? Clairement, notre potentiel est en permanence gâché.

En premier lieu par un État qui déborde de bureaucratie

Notre canton croule sous les directives étatiques qui péjorent ainsi son attractivité en comparaison intercantonale. L'UDC agit contre ces freins à notre attractivité.

Nos infrastructures routières et ferroviaires sont étranglées

Nous avons un urgent besoin d'une meilleure fluidité sur les autoroutes et nos axes routiers ainsi que d'améliorer l'offre du Léman Express.

Notre fiscalité est infernale et doit impérativement être résorbée

Pourquoi Genève qui n'a rien à envier à Zurich ou Bâle subit alors une fiscalité confiscatoire ?

L'UDC compte développer l'attractivité de notre canton afin de renforcer l'emploi et aider au développement des PME dans notre région.

Violence sur les femmes : un petit secret de gauche

Les grèves pseudo-féministes peuvent bien s'enchaîner. Dans l'ombre, nos adversaires politiques continuent de se démener pour banaliser une situation catastrophique.



Marie Rozès

Membre du comité de l'UDC Ville de Genève, Marie Rozès a également présidé le comité qui a lutté contre l'introduction du burkini dans les piscines publiques. Elle est courtière en immobilier.

Saviez-vous qu'à Genève, les infractions pénales pour violences domestiques ont augmenté de 3% entre 2021 et 2022 ? D'après un rapport officiel diffusé par le canton, pas moins de 1743 situations graves ont ainsi été recensées, avec bien entendu une majorité écrasante de femmes (81%) parmi les victimes !

Double discours

Peu après la rituelle grève des femmes de gauche du 14 juin, de tels chiffres

auraient dû faire réagir très fort les autorités. Pourtant, le canton a osé parler d'une hausse « légère » et a juré d'« analyser le caractère genré des violences pour mieux les prévenir ». Vous ne comprenez pas ce charabia ? C'est bon signe. Cela signifie que vous avez la tête sur les épaules et que vous êtes disposés à défendre réellement les femmes contre les idéologies mortifères qui conduisent à leur mise en danger.

Savez-vous par exemple qu'en mars de cette année, la gauche militait pour qu'un viol puisse être sanctionné de jours-amende plutôt que d'une peine privative de liberté ? Le ténor socialiste Carlo Sommaruga expliquait qu'il s'agissait de « rendre aussi des peines qui soient en relation avec la gravité de l'acte » dans des « cas relativement bénins » de viol. Il était ensuite soutenu par la Verte Lisa Mazzone, pour qui « ce n'est pas le niveau de la peine qui a un impact protecteur ou préventif ».

Parti de la liberté, l'UDC s'engage pour défendre les femmes face à ceux qui se présentent comme leurs sauveurs, pour mieux les transformer en

victimes sans défense. Comme élue, je suis aussi fière de m'engager avec force contre la banalisation des symboles de soumission dans l'islam conquérant. Une autre réalité sur laquelle la gauche garde les yeux grands fermés.



Alors que des milliers de féministes manifestaient le 14 juin dernier, les élus de gauche à Berne refusaient de soutenir l'UDC pour fixer des peines fermes aux violeurs. (Copyright: iStockPhoto)



La neutralité ou rien

La guerre russo-ukrainienne aura consacré la mort de la tradition suisse en matière de politique extérieure. L'UDC s'engage à en permettre la renaissance.



Guy Mettan

Député au Grand Conseil de Genève depuis 2001 et personnalité romande de premier plan depuis trois décennies, Guy Mettan est journaliste. Fondateur du Club suisse de la presse, il a également écrit une quinzaine d'ouvrages traitant notamment de politique internationale.

« Faire le jeu de l'agresseur n'est pas compatible avec la neutralité suisse. » Voilà l'explication qui nous a été servie en février 2022 par le Président de la Confédération Ignazio Cassis pour s'aligner sur les sanctions européennes frappant la Russie. Violant un principe directeur de notre politique internationale depuis 200 ans, l'élu PLR ajoutait alors que « l'attaque militaire sans précédent perpétrée par la Russie contre un État européen souverain » obligeait Berne « à modifier sa pratique actuelle en matière de sanctions ».

Que de belles phrases pour faire passer une pilule au goût fort peu helvétique ! Ainsi, après s'être tenue à distance de

deux affrontements mondiaux et de la guerre froide, la Suisse rejoignait enfin le concert des nations soumises au soft-power américain, par peur de défendre ses valeurs. Les symboles de cette capitulation n'ont pas tardé : très vite, dans la Genève internationale comme ailleurs, les drapeaux ukrainiens ont envahi les rues et les façades des hôtels de ville tandis que, bien docilement, les élus fédéraux se sont vus sommés de boire les paroles de Volodymyr Zelensky au Parlement. La sanction ? Passer pour des admirateurs de la Russie et de son président, Vladimir Poutine, caricaturé à la manière d'un nouvel Hitler dans la presse atlantiste.

Pour avoir refusé de se soumettre à de telles injonctions, les conseillers nationaux UDC ont subi les foudres de la gauche, en juin 2023. Leur respect strict de la neutralité, pourtant conforme aux valeurs de notre pays, leur a même valu d'être qualifiés de membres d'un « parti vassal » de Moscou !

Une seule solution s'impose pour que la Suisse, et la Genève internationale en particulier, retrouvent leur mission spécifique sur la scène internationale : renouer avec notre tradition de bons offices. Un positionnement qui n'a rien d'égoïste, mais qui vise à favoriser le rétablissement de la paix, partout où son absence fait souffrir les peuples. Pour que nous ne devenions pas un pays « comme les autres », je suis fier de porter les couleurs de l'UDC.

Une armée forte, pour notre crédibilité

La guerre fait rage en Europe. Un choc qui rappelle qu'en Suisse aussi, les services d'une armée digne de ce nom se révèlent indispensables.



Cyril Nobs

Conseiller municipal à Meyrin. Il est aussi co-fondateur du syndicat des Polices municipales genevoises.

Le conseil d'administration de Genève aéroport le compte aussi parmi ses membres depuis 2023.

valeurs de neutralité pour embrasser la cause ukrainienne face à la Russie. Triste épisode, évidemment, mais qui nous rappelle une exigence connue depuis des siècles : Si vis pacem, para bellum (« Si tu veux la paix, prépare la guerre »).

Au vrai, il n'était pas nécessaire d'attendre ce conflit pour comprendre que la Suisse n'est pas crédible sans une armée de milice crédible, conformément à l'article 58 al. 2 de la Constitution fédérale. Peuple pacifique, mais en armes, nous sommes en tout temps susceptibles de faire face à la collecte discrète d'informations (ex. espionnage industriel), aux activités d'influence, aux cyberattaques et aux menaces d'attentats de la part d'extrémistes.

Ce qui paraissait impossible aux idéalistes il y a encore deux ans est devenu réalité : la guerre a éclaté en Europe, et la Suisse – on peut s'en désoler – s'est sentie obligée de brader ses

Croire que nous pouvons compter sur des alliés pour nous défendre à notre place relève d'un optimisme que les règles de la guerre contredisent depuis toujours.



Non à la soumission à l'UE !

Les prophètes de malheur vous poussent à abandonner votre souveraineté face aux « partenaires européens » ? Plus de quatre décennies que ça dure, malgré une réalité qui ne leur donne jamais raison.



Michael Andersen

Élu député au Grand Conseil en 2023, Michael Andersen est engagé à l'UDC depuis ses 18 ans. Fiscaliste d'entreprise, il s'est aussi engagé avec force sur le dossier de la mobilité à Genève et contre les politiques de déresponsabilisation individuelle de la gauche.

Il existe un jeu amusant, auquel peut se livrer tout sympathisant de l'UDC. C'est lister les apocalypses prédites, depuis plus de quarante ans, par les apôtres de la soumission aux instances européennes.

A chaque refus du diktat bruxellois du moment, ces prophètes de pacotille n'ont cessé de promettre toutes les plaies d'Égypte, comme autant de disques rayés. Et pourtant, malgré tant de « mauvais choix » du peuple depuis 1992, notre prospérité et notre qualité de vie n'ont jamais cessé de se situer largement au-dessus de la moyenne de nos voisins.

Serait-ce à dire – surprise ! – que notre démocratie directe fonctionne ? Nous l'affirmons volontiers. Seule face à la

meute, l'UDC n'a jamais cessé de défendre le droit à l'autodétermination du peuple suisse. Bien sûr, notre pays ne peut pas faire l'économie de relations saines avec l'Union européenne, mais précisément celles-ci ne peuvent fleurir que sur le terrain de relations d'égal à égal.

Telle est la voie que je défends avec mon parti, loin de l'intégration insidieuse prêchée par tous les amoureux de la bureaucratie bruxelloise.

Notre priorité, votre pouvoir d'achat !

Pour un avenir sûr et libre !



Energie : stoppons le désastre

Menacée dans son approvisionnement par une stratégie complètement irréaliste, la Suisse doit revenir à ses fondamentaux.



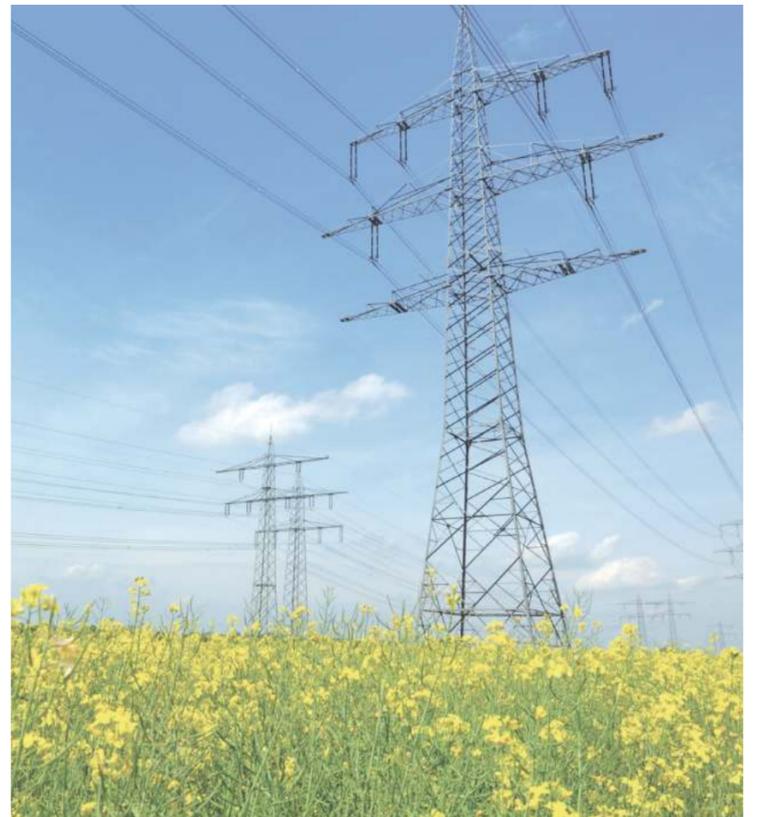
David-Peter Lê

Président du Conseil municipal de Meinier, David-Peter Lê est un spécialiste de développement de sociétés. Il est au bénéfice d'une riche expérience du domaine de la sécurité et du paysage de la santé.

Vous souvenez-vous de ce moment, en 2022, où le Conseil fédéral vous incitait à prendre vos douches à deux pour économiser l'eau chaude ? Ou peut-être avez-vous « préféré » ces photos où des autorités faisaient l'apologie du col roulé pour diminuer le chauffage chez vous ? Insultants ou tragi-comiques, ces coups de comm' cachaient une réalité évidente : la trompeuse Stratégie énergétique 2050 est un échec.

Le pire : non seulement notre approvisionnement en électricité est menacé, mais Berne mène encore une véritable guerre au mazout, au gaz, au diesel et à

l'essence. La seule réponse des élites roses-vertes à la crise qu'elles ont créée : culpabiliser la population et lui imposer des éoliennes qui mutilent le territoire, au lieu de miser sur le nucléaire et l'hydraulique. Erreur d'autant plus funeste qu'une immigration massive s'installe année après année, augmentant nos besoins. Pour un approvisionnement sûr et bon marché pour les ménages et les entreprises, je m'engage à poursuivre le combat de l'UDC pour la suspension immédiate de la Stratégie énergétique 2050.



Les utopies roses-vertes ont conduit l'approvisionnement énergétique de la Suisse dans l'impasse et désormais, face aux risques de pénurie, les prix ont pris l'ascenseur. (Copyright: UDC Suisse)



La politique d'asile suisse est un échec humain, social et économique total. L'UDC propose que les réfugiés soient pris en charge dans des régions sûres proches de leur pays. (Copyright: Unsplash)

Asile : remettre de l'ordre dans le chaos

Nos bons sentiments nous conduisent au désastre. Loin des idéologies, l'UDC s'engage pour que diminue la pression migratoire sur la Suisse.



Cédric Pilatti

Membre du comité directeur de l'UDC Genève, Cédric Pilatti est dessinateur-projeteur. Il s'est notamment engagé pour qu'une aide de 30'000 Fr. soit accordée aux mères ou aux pères au foyer d'enfants en âge préscolaire.

lieu de l'été 2023, la presse a annoncé que la Confédération craignait de ne plus être capable de « remplir pleinement ses tâches en matière d'asile ».

Cette situation, l'UDC la dénonce depuis des années. Est-ce vraiment une aide que d'accueillir des réfugiés dans des situations précaires ? Suicides dans les centres d'accueil, mendicité, deal, criminalité en hausse, engendrés par l'asphyxie dont parle le Blick dans son diagnostic criant de vérité : « Les cantons et les communes sont déjà à bout de souffle. »

Les résidents suisses croulent sous les taxes, sans accès à l'aide sociale. Les Suisses se sentent désormais discriminés et ont la désagréable impression que leur nationalité suisse est même un désavantage quand ils s'adressent à un centre social, c'est le monde à l'envers !

C'est en aidant les nôtres d'abord que l'on pourra aider les autres convenablement.

Il y a des moments révélateurs où les risques que l'on dénonce depuis des années finissent par être reconnus par nos adversaires politiques eux-mêmes. Au mi-

Dix millions d'habitants, pas un de plus !

Pour garantir l'avenir, l'UDC défend la seule approche réaliste : la durabilité plutôt que la quantité



Vincent Schaller

Fiscaliste, Vincent Schaller est chef de groupe au Conseil municipal de Genève et représente le parti à la commission des finances de la Ville de Genève.

Lorsque les partis de gauche veulent sauver la planète, leurs mesures ressemblent toujours étrangement aux vieilles recettes soviétiques : taxer, interdire et confisquer. Notre parti défend seul une voie conforme aux intérêts de la population. Elle consiste à exiger du Conseil fédéral qu'il prenne des mesures fortes pour que notre pays ne franchisse pas la limite des 10 millions d'habitants d'ici 2050.

Concrètement, une fois le seuil des 9,5 millions dépassé, Berne devra mettre en place des mesures pour contenir l'immigration. Et si elles ne devaient

pas suffire, il s'agira de dénoncer les accords internationaux qui nous imposent une pression migratoire délirante.

Ceux qui ne rêvent que de limitations des libertés jugeront cela irréaliste. Mais pas la population travailleuse, qui sait ce que cela veut dire d'être écrasé dans les transports publics ou au ralenti sur les routes.

Elle sait aussi ce que cela signifie de crouler sous les factures pour soutenir un système qui implose. L'initiative populaire pour la durabilité est là pour la défendre.



Jamais dans son histoire la Suisse n'avait subi une telle explosion démographique que celle que nous vivons depuis 20 ans. Environ 180'000 personnes sont arrivées en Suisse en 2022 (en comparaison, la ville de Genève compte un peu plus de 200'000 personnes). La barre des 9 millions d'habitants a été franchie en 2023 et celle des 10 millions est prévue avant la fin de la prochaine décennie. (Copyright: UDC Suisse)



Votez pour vos candidats UDC au Conseil national



Céline Amaudruz
Conseillère nationale
Je m'engage pour le pouvoir d'achat, la liberté, la sécurité et la mobilité des gens ainsi que pour une fiscalité compétitive.



Thomas Bläsi
Conseiller national
Je m'engage pour des conditions cadres propres à garantir un système de santé de qualité, transparent et à coût supportable.



Charles Poncet
Député
Je m'engage pour que les valeurs libérales et démocratiques l'emportent contre la culture autoritaire et intolérante de gauche.



Michael Andersen
Député
Je m'engage pour une Suisse prospère ainsi que pour un pouvoir d'achat le plus élevé possible pour tous.



Guy Mettan
Député
Nous avons la chance de vivre dans un beau pays. Il n'est pas à vendre. Le construire a demandé du temps, des efforts et de la patience.



Vincent Schaller
Conseiller municipal
Je m'engage pour maintenir et renforcer la qualité de vie des gens et contre une Suisse surpeuplée, bouchée et congestionnée.



Cyril Nobs
Conseiller municipal
Le vivre-ensemble doit faire partie de la vie des habitants de Genève.



Cédric Pilatti, membre du Comité Directeur UDC Genève
Je m'engage pour que les nôtres ne soient plus les grands oubliés des politiques sociales.



David-Peter Lê
Conseiller municipal
Pour notre neutralité et la souveraineté nationale, le pouvoir d'achat, une immigration choisie et contrôlée



Marie Rozès, membre du comité UDC Ville GE
Je suis naturalisée et j'aimerais m'engager sérieusement afin de défendre et protéger le bien-être et les libertés fondamentales de mes concitoyens.



Alexandre Chevalier
Président UDC Ville GE
Je suis particulièrement attaché aux grandes valeurs qui ont construit la Suisse et sa liberté

Notre priorité, votre pouvoir d'achat !

Nos listes Jeunes UDC et UDC International



A Genève, l'UDC présente trois listes aux électeurs. Outre la liste principale « UDC » (voir double page précédente), notre parti offre une voix aux jeunes et aux Suisses de l'étranger en proposant une liste « Jeunes UDC » et « UDC International ».



Jason Detraz
Jeunes UDC Genève



Grégory Mast
Jeunes UDC Genève



Yan Duez
Jeunes UDC Genève



Arnaud Rérat
Jeunes UDC Genève



Thibaud Compagnon
Jeunes UDC Genève



Svetlana Goudovka
UDC International



Leonor Chevalier
UDC International



Grégory Leutert
UDC International



C. Le Joncourt-Brühlart
UDC International



Muriel Besse
UDC International



Philippe Jobin
UDC International



Maria J. Sevilla-Lopez
UDC International

Pas de Suisse à 10 millions d'habitants. Signez l'initiative !



INFORMATIONS ET FORMULAIRES SUR WWW.INITIATIVEDURABILITE.CH

Texte de l'initiative

Initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) »

La Constitution est modifiée comme suit :

Art. 73a Développement durable de la population

La population résidente permanente de la Suisse ne doit pas dépasser dix millions de personnes avant l'année 2050. À partir de 2050, le Conseil fédéral peut, par voie d'ordonnance, adapter chaque année cette valeur limite en fonction de l'accroissement naturel. La Confédération s'assure que la valeur limite est respectée.

Dans les limites de leurs compétences respectives, la Confédération et les cantons prennent des mesures pour assurer un développement durable de la population, en particulier en vue de protéger l'environnement et dans l'intérêt de la conservation durable des ressources naturelles, de la performance des infrastructures, des soins et des assurances sociales suisses.

La population résidente permanente comprend l'ensemble des personnes de nationalité suisse ayant leur domicile principal en Suisse ainsi que l'ensemble des personnes de nationalité étrangère disposant d'un titre de séjour d'une durée minimale de douze mois ou séjournant en Suisse depuis au moins douze mois.

Art. 197 ch. 15¹

15. Disposition transitoire ad art. 73a (Développement durable de la population)

Si la population résidente permanente de la Suisse dépasse neuf millions et demi de personnes avant l'année 2050, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale, dans les limites de leurs compétences respectives, prennent des mesures, en particulier en matière d'asile et de regroupement familial, en vue d'assurer le respect de la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1. Le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale un projet de loi à cet effet. À partir du moment où la valeur limite est dépassée, les personnes admises à titre provisoire ne peuvent plus obtenir d'autorisation de séjour ou d'établissement, ni la nationalité suisse, ni aucun autre droit de rester. Les règles impératives du droit international sont réservées. En vue d'assurer le respect de la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1, le Conseil fédéral s'efforce en outre de renégocier les accords internationaux qui favorisent la croissance démographique, qu'ils soient juridiquement contraignants ou non, ou de négocier des clauses d'exception ou de sauvegarde. Si un accord prévoit de telles clauses, le Conseil fédéral les invoque.

Si la population résidente permanente de la Suisse dépasse la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1, le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale prennent toutes les mesures à leur disposition pour assurer le respect de la valeur limite. L'al. 1 s'applique. Toutefois, les accords internationaux visés à l'al. 1 doivent être dénoncés dès que possible, en particulier le Pacte mondial du 19 décembre 2018 pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (Pacte mondial des Nations Unies sur les migrations), pour autant que la Suisse l'ait signé. Si, deux ans après qu'elle a été dépassée pour la première fois, la valeur limite fixée à l'art. 73a, al. 1, n'est toujours pas respectée, et si aucune clause d'exception ou de sauvegarde permettant de respecter ladite valeur limite n'a pu être négociée ou invoquée dans ce délai, l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, sur la libre circulation des personnes (Accord sur la libre circulation des personnes)³ doit lui aussi être dénoncé dès que possible.

Le Conseil fédéral édicte les dispositions d'exécution de l'art. 73a sous la forme d'une ordonnance un an au plus tard après l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons. L'ordonnance a effet jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions édictées par l'Assemblée fédérale.

Voilà pourquoi l'initiative est nécessaire

À l'heure actuelle, le problème le plus urgent, le plus important et le plus crucial de la politique suisse est la croissance démographique qui dépasse les limites du raisonnable.

L'ombre d'une Suisse à 10 millions plane sur nous. En voici les raisons :

- L'immigration de masse en provenance de l'UE résultant de la libre circulation des personnes.
- Le regroupement familial découlant de la libre circulation des personnes, des demandeurs d'asile et des migrants provenant de pays tiers.
- Le nombre croissant de demandeurs d'asile, en particulier en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient.
- Les réfugiés avec un statut de séjour S provenant d'Ukraine.
- La migration provenant de pays tiers.

Après l'afflux net de 180 000 nouvelles personnes en une seule année, ce qui correspond à la population du canton de Bâle-Ville, des mesures doivent désormais être prises. Puisque les politiciens de Berne n'agissent pas et que les cantons n'exercent aucune pression sur la Confédération, la population doit maintenant agir.

Car chaque problème auquel nous sommes confrontés est lié à l'immigration massive et incontrôlée. Les répercussions sont nombreuses :

- **Pénurie de logements et logements inabordable**, dont la véritable cause est presque toujours cachée par les médias.
- **La pénurie d'électricité**, à laquelle le Parlement compte pallier en approuvant jusqu'à 200 énormes éoliennes qui produisent à peine 1 térawatt/heure. L'immigration de l'année dernière nécessite, à elle seule, 1,3 térawatt/heure.
- **Des heures d'embouteillages sur les routes qui ont doublé en dix ans.**
- **Des hôpitaux surchargés**, alors que la pandémie de coronavirus est terminée, mais simplement parce qu'il y a trop de monde.
- **Des classes avec souvent seulement deux ou trois élèves d'origine suisse.** Qui intègre qui ?
- **Les charges sociales**, comme l'assurance invalidité ou chômage, sont beaucoup plus importantes pour les étrangers que pour les Suisses.
- La prétendue pénurie de main-d'œuvre qualifiée dont tout le monde parle, **avec plus de la moitié des immigrés non actifs** et un grand nombre d'entre eux travaillant à temps partiel. Ces immigrés ont à leur tour besoin de main-d'œuvre qualifiée à l'hôpital, à l'école, dans l'administration, dans la restauration, etc. C'est un jeu sans fin !
- La criminalité, dont la grande majorité touche les immigrants ou les étrangers dans les cas graves. **Il existe des prisons de district dont la population carcérale est souvent composée à 100% d'étrangers.** Les coûts liés à l'exécution des peines sont considérables.
- L'autosuffisance en produits sains et sûrs de **notre agriculture est menacée parce qu'elle continue de diminuer à cause du bétonnage** et des « dénaturations » idéologiques vertes de notre pays et de nos paysans.

Ce n'est pas un hasard si notre niveau de prospérité, mesuré par le produit intérieur par habitant, stagne depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2007. Jusqu'en 2001, date de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I, la croissance économique par habitant en Suisse était en moyenne de 2%. Depuis, cette croissance économique par habitant, donc cruciale, stagne. Seule une Suisse qui limite le nombre de ses habitants est durable.



Pour un avenir sûr et libre. Votez UDC!

Partout en Suisse, l'UDC s'engage pour des valeurs fortes et immuables qui font sa marque de fabrique depuis des décennies. Notre parti s'engage en particulier pour garantir la sécurité de l'approvisionnement, lutter contre l'implosion de la société, défendre notre indépendance, préserver notre pouvoir d'achat et valoriser la culture suisse. Découvrez nos thèmes et votez pour les candidats UDC le 22 octobre prochain.

« La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays. » L'article 2 de la Constitution fédérale expose le but de notre pays. La protection de la liberté, les droits du peuple, l'indépendance et la sécurité sont des pierres angulaires et des tâches centrales de l'État. Or, celles-ci sont de plus en plus menacées. La gauche, les Verts et même le centre tentent de détruire notre pays avec leur politique de redistribution désastreuse : ils plongent les citoyens dans l'insécurité et ruinent la prospérité. Ils nous mènent d'une crise à l'autre. Voilà pourquoi il faut enfin redresser la barre et retrouver un cap vers plus de liberté, plus de sécurité et plus de prospérité.

La liberté est dans l'ADN de notre pays. En 1291, Uri, Schwyz et Unterwald se sont détachés des Habsbourg dans le cadre de leur propre alliance et ont juré de s'aider mutuellement. C'est ainsi qu'ont été posés les jalons de notre pays et de notre liberté. Dans le Pacte fédéral de 1291, la sécurité est, aux côtés de la liberté, l'élément central. Nos ancêtres le savaient déjà : seul celui qui a des principes clairs et qui protège son pays et ses habitants peut être libre.

Depuis sa création, l'UDC se bat pour la liberté et la sécurité de la Suisse et de ses citoyens. C'est notre objectif central et la mission essentielle de notre État. Seul celui qui garantit ces deux aspects peut protéger les droits du



peuple et l'indépendance. Ces deux piliers sont aussi la base de notre prospérité. L'UDC s'engage pour tous les ci-

toyens et garantit à notre pays un avenir sûr et libre.

Garantir la sécurité de l'approvisionnement

Il est essentiel de mettre en place de bonnes conditions-cadres afin de garantir l'approvisionnement alimentaire et énergétique en quantité suffisante et à des prix abordables. Lors de la pandémie de Covid-19, il est apparu clairement que chaque pays prend avant tout soin de ses propres intérêts. Ce que nous ne pouvons pas produire nous-mêmes, nous devons l'acquérir à l'étranger, dans des conditions plus ou moins difficiles. Il est donc essentiel que la Suisse réduise autant que possible sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, notamment en termes d'approvisionnement en électricité, en énergie, en denrées alimentaires, en médicaments et en biens de première nécessité. L'UDC s'engage pour que le taux d'autosuffisance alimentaire de la Suisse soit augmenté, ce qui signifie qu'il ne faut pas construire ou renaturer davantage de terres cultivables. L'UDC est également favorable à un approvisionnement électrique indigène, composé d'énergie hydraulique, nucléaire et de nouvelles énergies renouvelables.

Lutter contre l'implosion de la société

L'afflux de personnes dans notre pays

devient de plus en plus inquiétant. En 2022, 240'000 personnes auront immigré dans notre pays, ce qui équivaut au nombre d'habitants des villes de Berne (134'000) et de Lucerne (82'000) réunies, en une année seulement ! Tous ces gens ont besoin de nos infrastructures, comme les routes, les logements, les hôpitaux ou les écoles. Ils ont be-

soin d'énergie et d'électricité, ainsi que de nourriture. Si l'immigration incontrôlée se poursuit ainsi, nous aurons, d'ici quelques années, 10 millions d'habitants (nous en comptons déjà 9 millions). Notre société est au bord de l'effondrement dans de nombreux domaines ; notre pays est petit et limité. Les transports sont de plus en plus congestionnés, les routes sont surchargées. Dans les écoles, de moins en moins d'élèves parlent le français (ou le dialecte, en Suisse alémanique). Des



soin d'énergie et d'électricité, ainsi que de nourriture. Si l'immigration incontrôlée se poursuit ainsi, nous aurons, d'ici quelques années, 10 millions

immigrés soignent des immigrés dans les hôpitaux. L'espace est de plus en plus restreint partout. L'UDC exige un coup de frein sec et immédiat de



l'immigration de masse et que l'immigration illégale, par le biais de l'asile, soit stoppée.

Défendre notre indépendance

L'indépendance, l'autodétermination et la liberté de notre pays sont des piliers essentiels de notre prospérité. Tout autour de nous, l'inflation et l'insécurité sont élevées. Grâce à la non-appartenance de la Suisse à l'Union européenne (UE), notre pays se porte mieux. Nous pouvons encore décider de beaucoup de choses par nous-mêmes. Mais différentes forces veulent pousser la Suisse dans l'UE et veulent que notre pays s'assujettisse toujours davantage au droit international. L'UDC s'y oppose de toutes ses forces. Nous défendons la neutralité armée perpétuelle de notre pays. Nous nous engageons à ce que la Suisse entretienne des relations amicales, d'égal à égal, avec tous les pays et qu'elle ne se laisse pas enfermer dans une alliance. L'UDC s'engage pour qu'en Suisse s'applique le droit suisse et non le droit international. L'UDC s'engage pour que le peuple ait le dernier mot.

Préserver la liberté et le pouvoir d'achat

La prospérité se mesure à la somme qu'il reste dans le portemonnaie des gens à la fin du mois. Celui qui se lève chaque matin pour aller travailler doit être récompensé. Il est inacceptable que de plus en plus de personnes dans notre pays ne veulent plus travailler et profitent de la vie aux frais du contribuable. En raison d'une politique énergétique ratée, d'une redistribution toujours plus grande, de profiteurs de nos œuvres sociales, de nouvelles réglementations, d'impôts et de taxes, notre prospérité et notre liberté s'amenuisent. Les prix augmentent, les familles, la classe moyenne, les artisans et les retraités voient leur pouvoir d'achat se réduire à la fin de chaque mois. L'UDC s'engage pour la baisse des impôts, des taxes et des redevan-

ces. L'UDC s'oppose aux prescriptions et interdictions de la gauche rose-verte dans les domaines de l'alimentation, de la culture, de la langue, de la consommation d'énergie, des moyens de transport ou de la santé. Nous prenons au sérieux les citoyens en tant qu'individus raisonnés. Des personnes qui agissent de manière responsable pour leur propre bien, mais aussi pour celui de la société. Pour cela, il n'y a besoin ni de rééducation, ni de redistribution par l'État.

Préserver l'identité suisse

Une immigration toujours plus importante dans notre pays engendre sa

transformation. Notre culture, mais aussi nos valeurs se perdent. Alors qu'il y a quelques années, une classe d'école comptait encore un ou deux enfants d'origine étrangère, il faut désormais chercher dans de nombreuses classes les élèves qui sont encore suisses. Pour que nous ne devenions pas toujours plus étrangers dans notre propre pays, il faut enfin freiner l'immigration. Nous devons remettre au centre de nos préoccupations nos valeurs, notre culture, notre démocratie directe, notre fédéralisme et notre bénévolat. Dans notre pays, il est de bon ton de respecter les règles en vigueur. La liberté d'expression et la to-

lérance d'opinions différentes doivent être défendues avec toute la vigueur possible. L'UDC est attachée aux valeurs et aux traditions de la Suisse. L'UDC s'engage pour le maintien des droits populaires et du fédéralisme, qui sont autant de piliers importants de la prospérité et du succès de la Suisse. L'UDC s'oppose résolument à l'émergence d'une société « woke »,

dans laquelle une petite minorité veut déterminer comment la majorité doit se comporter. Pour nous, les thèmes importants sont au centre de nos préoccupations : la liberté et la sécurité. Pour nos concitoyens, pour notre pays.

Pour un avenir sûr et libre. Pour nous. Pour la Suisse !



Notre priorité, votre pouvoir d'achat !

**Pour un
avenir sûr
et libre !**





Voici comment voter correctement pour le Conseil national et le Conseil des Etats



1. Ouvrez l'enveloppe où vous trouvez :

1. le bulletin électoral pour le Conseil des États
2. les bulletins électoraux pour le Conseil national
3. la carte d'électeur



2. Le bulletin électoral pour le **Conseil des États** :

Cochez **Céline Amaudruz** puis placez la liste dans l'enveloppe de vote.



3. Placez la **liste UDC** dans l'enveloppe de vote pour le **Conseil national**.



4. La carte d'électeur que vous **signez** en ajoutant votre **date de naissance**.



5. Placez le tout dans l'enveloppe à fenêtre et postez-la **avant le mardi 17 octobre 2023**.

ATTENTION

A l'étape 3 ci-dessus, ne placez **qu'une seule liste UDC au Conseil national** dans l'enveloppe (UDC ou Jeunes UDC ou UDC Internationale) et **en aucun cas** plusieurs listes sous peine de nullité.

Pour une Genève forte, votez et faites voter UDC et devenez membre sur www.udc-ge.ch



Notre priorité,
votre
pouvoir d'achat



Céline Amaudruz
au Conseil des Etats

Pour un
avenir sûr
en liberté

